

## **Déclaration d'Avignon (extraits)**

Nous, gens du spectacle, réunis en Avignon parce qu'un tel festival est aussi celui de la parole publique et des exigences civiques, ne nous résignant en rien à la désertion des démocraties devant le pire, donnons lecture de la DÉCLARATION D'AVIGNON.

Depuis le mois de juin 1995, quatre ans après le déclenchement de la guerre en ex-Yougoslavie, les bandes armées de Pale, manoeuvrées en sous-main par le régime de Belgrade et convaincues de ne rencontrer aucun obstacle à la poursuite de leurs objectifs, exhibent ouvertement les méthodes de leur guerre.

L'opération massive de "nettoyage ethnique" décidée par le régime fascisant de la "République auto-proclamée" des Serbes de Bosnie bat son plein. Des dizaines de milliers de femmes et d'enfants sont chassés des enclaves mises sous la protection de l'ONU et jetés sur les routes, tandis que les hommes de treize à soixante ans sont emmenés prisonniers hors de tout contrôle international.

Dans cette situation d'urgence, en tant que citoyens qui avons le privilège de pouvoir parler aux citoyens, nous prenons position publiquement et ensemble. Cela fait des années que nous avons perdu confiance dans la politique de l'ONU et de nos gouvernements devant leurs errements insupportables concernant la Bosnie. Nous sentons s'accumuler un malaise intolérable devant les trahisons visibles et constantes des politiques déclaratoires des démocraties, face aux triomphes successifs des milices serbes menant leur guerre au canon contre les populations civiles placées sous une "protection" mensongère.

Nous rappelons que l'expression "nettoyage ethnique" signifie torture, viol, déportation et extermination c'est-à-dire crime contre l'humanité.

Si les démocraties ne réagissent pas rapidement, on pourra bien parler d'un nouveau Munich; si ces crimes demeurent impunis, ils seront l'amorce d'une catastrophe bien plus grave qui répandra partout le consentement à l'horreur. On devra prendre acte, en effet, de l'annulation pure et simple des principes de la Charte des Nations Unies, du Droit international, et du Droit tout court. Nous entrerons dans l'époque de la barbarie triomphante.

C'est pourquoi, bien qu'ayant des points de vue et des sensibilités diverses, nous adressons solennellement aux pouvoirs publics et à l'opinion cette Déclaration d'Avignon. Nous appelons nos concitoyens à la soutenir en exigeant avec nous un changement stratégique radical.

Nous devons refuser aux gouvernements européens ce droit à l'impuissance qu'ils paraissent revendiquer comme s'ils étaient des individus: les citoyens un à un sont impuissants, mais pas les gouvernements, et ils n'ont pas pour mandat de transformer en impuissance le pouvoir du peuple souverain dont ils tirent leur autorité.

Il n'y a en vérité ni impuissance politique, ni impuissance militaire, ni impuissance morale, mais des choix qui sont des erreurs et qu'il faut maintenant corriger pour arrêter le crime.

Il n'y a pas d'impuissance politique des nations prises une à une face à la prééminence paralysante du Conseil de sécurité de l'ONU: selon le chapitre VII de la Charte qui règle les actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix, et d'acte d'agression, "aucune disposition de la Charte ne porte atteinte au droit de légitime défense individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée";

Il n'y a pas d'impuissance militaire. Il n'est pas question de se demander s'il faut ou non envoyer des troupes pour défendre la paix. Ces troupes sont déjà à pied d'oeuvre: ce sont les Casques bleus et les casques kakis de la Force de réaction rapide. La question est de savoir s'il faut laisser ces troupes sans rôle et sans mission ou s'il faut qu'elles servent réellement à brider, à dissuader et à réprimer les exactions des milices barbares. Si on accepte depuis trois ans de plier devant la violation de toutes les résolutions, ce n'est pas à cause du rapport des forces militaires: c'est un choix. Le choix contraire est possible. Nous n'accepterons aucun des mensonges officiels qui servent à masquer les errements des politiques internationales, quand nous savons que seule la volonté politique et morale fait défaut.

Il n'y a pas d'impuissance morale. Depuis son installation par le Conseil de sécurité, le tribunal sur les crimes de guerre en ex-Yougoslavie a commencé son travail. Il s'oriente imperturbablement vers la mise en accusation des véritables responsables de la stratégie de nettoyage ethnique, les partisans avoués de la Grande Serbie, les chefs politiques de Belgrade et de Pale, MM. Milosevic et Karadzic. Le fait que ce tribunal ne s'oriente pas vers la condamnation de quelques lampistes prouve que l'intégrité morale des institutions judiciaires est intacte et qu'elle sera difficile à arrêter. Là aussi on avait le choix et ce choix s'est fait dans la clarté.

Nous demandons donc que, conformément aux résolutions de l'ONU, l'action politique et militaire s'emploie véritablement à modifier le rapport des forces pour arrêter l'écrasement des enclaves placées sous la protection de l'ONU, briser définitivement le siège de Sarajevo, et imposer la paix.

Dans ce but:

2. Nous demandons que le tribunal de La Haye engage immédiatement une action contre les responsables du "nettoyage ethnique" de Srebrenica dont l'identité est publique.

4. Puisqu'il est en voie d'être prouvé par le Tribunal international de La Haye que Milosevic et Karadzic sont stratégiquement alliés et complices dans le projet de Grande Serbie et de nettoyage ethnique, nous demandons que l'on mette fin à la diplomatie stérile qui cherche à les distinguer, hypothèse toujours démentie par les faits aux moments de crise les plus sanglants, et que la pression de la communauté internationale sur la Serbie se poursuive jusqu'à la paix.

6. Nous adhérons à la Déclaration de Sarajevo Libre et Unie dont la proclamation, lancée il y a un an déjà par la population assiégée, rappelle solennellement l'Europe au respect des exigences civiques: responsabilité de chacun, liberté pour chacun, et application commune des principes du Droit, de la Démocratie et de la Tolérance qui sont le souffle de la vie citoyenne.

Si ces demandes, impliquant un retournement radical de politique, ne connaissent aucun début d'exécution dans le délai d'une semaine à compter du 20 juillet 1995, un certain nombre de signataires de cette Déclaration s'engagent à manifester leur exigence en organisant à l'échelle de l'Europe une grève de la faim, qui dénoncera jour après jour la complicité de nos gouvernements avec la barbarie.

Avignon, 12 juillet 1995,  
Lu dans la Cour d'honneur du Palais des Papes